



COMMISSION EUROPEENNE POUR L'EFFICACITE DE LA JUSTICE
(CEPEJ)

QUESTIONNAIRE POUR ÉVALUER LES SYSTÈMES JUDICIAIRES 2007

Pays : Pologne

Correspondant national

Nom Prénom : **DZIURKOWSKI Cezary**
Profession : **Judge**
Organisation : **Ministry of Justice**
E-mail : **dziurkowski@ms.gov.pl**
N° Téléphone : **+48 22 2390 497**

Nom Prénom : **GRUSZCZYŃSKA Beata z.**
Profession :
Organisation : **Ministry of Justice**
E-mail : **bgrusz@supermedia.pl**
N° Téléphone :

1. Données démographiques et économiques

1. 1. Généralités

1. 1. 1. Habitants et informations économiques

1) Nombre d'habitants

38125479

2) Dépenses publiques totales annuelles de l'Etat/le cas échéant dépenses publiques des collectivités territoriales ou entités fédérales (en €)

	Montant
Niveau national	57430900000
Niveau territorial / entités	

3) PIB par habitants (en €)

7169

4) Salaire moyen brut annuel (en €)

7664

5) Taux de change de la monnaie nationale (zone non Euro) en € au 1 janvier 2007

1 Euro = 3,8787 PLN

Veillez indiquer les sources des questions 1 à 4

Central Statistical Office

1. 2. Données budgétaires relatives au système judiciaire

1. 2. 2. Budgets (tribunaux, ministère public, aide judiciaire, frais)

6) Budget total annuel approuvé et alloué à l'ensemble des tribunaux (en €)

1211751000

7) Veuillez préciser

above amount represents budget for courts only

8) Le budget approuvé pour les tribunaux inclut-il les postes suivants? Veuillez préciser pour chaque poste (ou pour certains d'entre eux) les montants concernés:

Budget public annuel alloué aux salaires (bruts) Oui 603512000

Budget public annuel alloué aux nouvelles Oui

technologies de l'information (équipements, investissements, maintenance)		32804000
Budget public annuel alloué aux frais de justice	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	154114000
Budget public annuel alloué aux bâtiments (maintenance, budget de fonctionnement)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	77853000
Budget public annuel alloué à l'investissement en nouveaux bâtiments (tribunaux)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	178787000
Budget public annuel alloué à la formation	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	631000
Autres (Veuillez préciser)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	164050000

9) Le budget public annuel alloué à l'ensemble des tribunaux a-t-il été modifié (augmentation – diminution) lors des cinq dernières années ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser (par exemple en fournissant une indication sur l'augmentation ou la diminution du budget lors des cinq dernières années)

Increase of public budget (calculated in PLN – without taking account the changes in exchange rate to Euro. 2001 = 100%.

2002 – 115,21%

2003 – 128,05 % to 2002 budget

2004 – 112,16% to 2003 budget

2005 – 109,11 to 2004 budget

2006 - 109, 11 to 2005 budget

10) Existe-t-il une règle générale selon laquelle une personne doit payer une taxe ou des frais pour intenter une procédure devant une juridiction de droit commun :

en matière pénale ?

en matière autre que pénale ?

Si oui, existe-t- il des exceptions ? Veuillez préciser:

For criminal cases – private indictment cases

For other than criminal cases (civil cases) – employment cases, child support cases

11) Si oui, veuillez préciser le montant annuel des frais (ou taxes) perçus par l'Etat (en €)

363099000

12) Budget total annuel approuvé pour l'ensemble du système de justice (en €)

1507679000

13) Budget public annuel approuvé et alloué à l'aide judiciaire (en €)

21724000

14) Si possible, veuillez préciser

	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires pénales	le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire dans les affaires autres que pénales
Montant	-	-

15) Le budget public annuel alloué à l'aide judiciaire est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

16) Budget public annuel approuvé et alloué au Ministère public (en €)

295928000

17) Le budget public annuel alloué au Ministère public est-il compris dans le budget des tribunaux ?

- Oui
 Non

18) Instances formellement responsables des budgets alloués aux tribunaux :

	Préparation du budget global des tribunaux	Adoption du budget global des tribunaux	Gestion et répartition du budget entre les tribunaux	Evaluation de l'utilisation du budget au niveau national
Ministère de la justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre ministère	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Parlement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Cour Suprême	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Conseil Supérieur de la Magistrature	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Organisme d'inspection	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

19) Si autre ministère et/ou organisme d'inspection et/ou autre, veuillez préciser (suite de la question 18):

Ministry of Finance
National Supervisory Board

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques de votre système budgétaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années**
- **si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires**

Spending from court budget listed as "other" includes expenses for pension plan for judges.

As a general rule, the all courts' budget are prepared, allocated and managed separately, however within budget of the State.

Budgetary proposals are produced by each Court of Appeal (its Administrative Director and President) which includes all spending for all courts located in its jurisdiction. Such proposals are sent to the national Council of Judiciary for acceptance and opinion. After verification and giving positive opinion the Council send the tangible budgetary proposal to the Minister of Justice who includes it to a proposal for the State budget covering spending in a whole "justice" sector then send it to Ministry of Finance for final preparation. Draft budget is first approved by the Council of Ministers and then adopted by the Parliament.

Veillez indiquer les sources pour les questions 6, 7, 13 et 16

Ministry of Justice, budgetary Departement

2. Accès à la justice

2. 1. Aide judiciaire

2. 1. 1. Principes

20) L'aide judiciaire concerne-t-elle :

	Affaires pénales	Affaires autres que pénales
Représentation devant les tribunaux	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil juridique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

21) Si autres, veuillez préciser (suite de la question 20) :

Exoneration of initial fees

22) L'aide judiciaire prévoit-elle la couverture ou l'exonération des frais de justice?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

Exoneration of court fees works as a main element of legal aid. Such decision always follows other forms of aid like granting free of charge legal representation in court proceedings.

23) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire pour des frais relatifs à l'exécution des décisions de justice ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

court fees can be exonerated by courts' decisions always in a cases that require courts' action within execution or enforcement proceedings.

24) Nombre d'affaires ayant bénéficié de l'aide judiciaire publique octroyée au niveau national, régional ou local:

	Nombre
Total	-
En matière pénale	-
En matière autre que pénale	-

25) En matière pénale, toute personne qui n'en a pas les moyens peut-elle bénéficier de l'assistance gratuite (ou financée par un budget public) d'un avocat ?

- Oui
 Non

26) Votre pays procède-t-il à un examen des revenus et biens du demandeur avant d'octroyer l'aide judiciaire :

	Non	Oui	Total
en matière pénale ?		yes	not applicab
en matière autre que pénale ?		yes	not applicab

27) En matière autre que pénale, est-il possible de refuser l'aide judiciaire pour absence de bien-fondé de l'action (par exemple pour caractère abusif de l'action en justice)?

- Oui
 Non

28) Si oui, la décision pour accorder ou refuser est-elle prise par :

- le tribunal ?
 une instance extérieure au tribunal ?
 une instance mixte tribunal/organe externe ?

29) Existe-t-il un système privé d'assurance de protection juridique permettant aux justiciables de financer une action en justice?

- Oui
 Non

Veillez préciser :

The Insurance Companies do not offer any such standard insurance for the customers, however due to freedom of contracting individual contract can be negotiated.

30) La décision judiciaire peut-elle porter sur la manière dont les frais de justice payés par les parties au cours de la procédure seront partagés :

	oui	non
en matière pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
en matière autre que pénale ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'aide judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Q 26 - There in no fixed income or property limits applicable as asset test. Each case is assessed individually with taking account all financial, family, professional and other useful and relevant circumstances to evaluate ability to pay the fees.

Veillez indiquer les sources pour les questions 24 et 26

Ruls of granting the legal aid and evaluation of applicants' property status is defined by regulations.

2. 2. Usagers des tribunaux et victimes

2. 2. 1. Droit des usagers et victimes

31) Existe-t-il des sites/portails Internet officiels (ex: Ministère de la Justice, etc.) à partir desquels le public a accès gratuitement (Veillez précisez les adresses Internet) :

aux textes juridiques (codes, lois, règlements, etc.) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	WWW.sejm.gov.pl
à la jurisprudence des hautes juridictions ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	WWW.sn.pl
à d'autres documents (par exemple formulaires) ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui	WWW.ms.gov.pl

32) Votre système prévoit-il une obligation d'information des parties concernant les délais prévisibles de la procédure judiciaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser:

33) Existe-t-il un système d'information spécifique, public et gratuit, pour informer et aider les victimes d'infractions?

- Oui

Non

Si oui, veuillez préciser:

Full information for victims on their rights includes governmental document – “Victims’ Rights Charter”. Every person can obtain the Charter easily in court buildings and other public institutions as well as at NGOs.

Public system of helping victims has been introduced in 2005 by law on state compensation for the victims of specific crimes. . Victim can apply to District Court for granting a compensation that may assist financially in case of lost of earnings, medical treatment and medical material expenses or funeral spendings. Compensation is paid from public funds. Its amount is limited up to 3093 Euro.

34) Existe-t-il des modalités favorables particulières applicables, au cours des procédures judiciaires, aux catégories de personnes vulnérables suivantes :

	Dispositif d'information	Modalités d'audition	Droits procéduraux	Autres
Victimes de viol	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Victimes du terrorisme	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enfants/Témoins/Victimes	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Victimes de violence domestique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Minorités ethniques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Personnes handicapées	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Délinquants mineurs	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autres	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

35) Votre pays dispose-t-il d'une procédure d'indemnisation des victimes d'infractions ?

Oui

Non

36) Si oui, cette procédure d'indemnisation consiste-t-elle en

un dispositif public ?

une décision du tribunal ?

un dispositif privé ?

Si oui, quels sont les types d'affaires entrant dans le cadre de cette procédure ?

Intentionally committed violent crimes effected in bodily injury or death.

37) Existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement des dommages et intérêts prononcés par les juridictions pour les victimes?

- Oui
 Non

si oui, veuillez préciser :

Statistics show that only 11% of applications have brought positive decision granting compensation. Average amount of compensation was 500 Euro.

These numbers do not reflect the accurate situation and evaluation because system was initialized just in 2006.

38) Le procureur a-t-il un rôle spécifique au regard des victimes (protection et assistance)?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Victim has the possibility to file civil action on compensation against perpetrator directly within criminal proceeding together with criminal charges. Prosecutor can support civil action on behalf of the victim together with prosecution.

39) Les victimes d'infractions peuvent-elles contester une décision du procureur de classer une affaire ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

Each prosecutors' decision on discontinuation of the criminal proceeding can be challenged before court by the victim.

2. 2. 2. Confiance des citoyens dans leur justice

40) Existe-t-il un système d'indemnisation pour les usagers dans les circonstances suivantes :

- durée excessive de la procédure ?
- non exécution des décisions de justice?
- arrestation injustifiée ?
- condamnation injustifiée ?

Si oui, veuillez préciser (dispositif, tarif journalier) :

Excessive length of proceedings (both at the court or/and enforcement stage) – under the party's motion a pecuniary satisfaction can be granted by the higher court in amount up to 10 000 PLN (2.578 Eur.) according to the Law of June 17th 2004.

Wrongful arrest/condemnation – Trying such case the court is free to grant the compensation and pecuniary satisfaction in any amount justified in individual circumstances. Especially, there is no fund or up or down limitation in such claims. Each case is assessed individually under the court's discretion with taking account all relevant factor e.g. property and income loss, personal hardship, etc.

41) Votre pays a-t-il mis en place des enquêtes auprès des usagers ou des professions juridiques (juges, avocats, fonctionnaires, etc.) pour mesurer leur confiance dans la justice et leur degré de satisfaction par rapport au service rendu ?

- Enquêtes (de satisfaction) auprès des juges
- Enquêtes (de satisfaction) auprès du personnel des tribunaux
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des procureurs
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des avocats
- Enquêtes (de satisfaction) auprès des citoyens (visiteurs des tribunaux)
- Enquêtes (de satisfaction) auprès d'autres usagers des tribunaux

Si possible, veuillez préciser leurs titres, comment se les procurer, etc :

42) Si possible, veuillez préciser :

	Oui (Enquêtes systématiques : par exemple annuelles)	Oui (enquêtes occasionnelles)
Enquêtes au niveau national	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Enquêtes au niveau des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

43) Existe-t-il un dispositif national ou local permettant de déposer une plainte sur la performance (par exemple la durée des procédures) ou sur le fonctionnement du système judiciaire (par exemple le traitement d'une affaire par un juge)?

- Oui
 Non

44) Si oui, veuillez préciser :

	Délai pour répondre (Oui)	Délai pour traiter la plainte (Oui)
Tribunal concerné	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Instance supérieure	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Ministère de la Justice	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Conseil supérieur de la magistrature	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres organisations extérieures (ex. médiateur)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Pouvez-vous donner quelques éléments d'information sur l'efficacité de cette procédure de plainte ?

Described above procedure is limited to complaints concerning the administrative performances of the courts only: e.g. failure in case management, lack of an action, etc. That is a subject to the administrative supervision and controlling competences due to hierarchic structure of the justice system. This competences generally belong to President of the court as well as Minister of Justice. The role of Ombudsman derives from his broader function of caring of the citizens rights in relation with public offices. Such system allows to react and upgrade performances in individual cases, however can not be seen as fully effective treatment for general disadvantages of justice as a whole.

3. Organisation des tribunaux

3. 1. Fonctionnement

3. 1. 1. Tribunaux

45) Nombre de tribunaux considérés comme entités juridiques (structures administratives) et implantations géographiques (compléter le tableau)

	Nombre total
Tribunaux: de droit commun de 1ère instance (entités juridiques)	360
Tribunaux: spécialisés de 1ère instance (entités juridiques)	27
Tous les tribunaux (implantations géographiques)	326

46) Veuillez préciser les différentes sphères de spécialisation (et, si possible, le nombre de tribunaux concernés)

Administrative Courts – 16 Provincial Administrative Courts and 1 High Administrative Court – claims on unlawful administrative decisions and competence disputes between administration.

Military Courts – 10 Garrison Courts, 2 provincial Military Courts – deals with crimes committed by Military members.

1 Antitrust Court - deals with the cases of violation of free competition in the market e.g. abusing dominant position, monopoly practices, etc.

47) Une réforme dans la structure des tribunaux est-elle envisagée (par exemple une diminution du nombre de tribunaux (implantations géographiques) ou une réforme de la compétence des tribunaux).

Oui

Non

Si oui, veuillez spécifier :

Several new District courts have been set up. New courts were established due to the splitting of overpopulated and overworked former jurisdictions in purpose to facilitate its customers the access to the court and upgrade the management of caseload.

48) Nombre de tribunaux de 1ère instance compétents pour une affaire concernant :

	Nombre
un recouvrement d'une petite créance	315
un licenciement	

	275
un vol avec violence	360

Veillez préciser ce qu'est une petite créance dans votre pays (ne répondre que si la définition a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

Small civil claims

– property claims based on contracts and breach of contracts relations, with total value not exceeding 10. 000 PLN (2.578 Eur.)

- rent payment disputes in a housing matters

- court's deposits

Veillez indiquer les sources pour la question 45

Ministry of Justice, Department of Organisation

3. 1. 2. Juges, personnels tribunaux

49) Nombre de juges professionnels siégeant en juridiction (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

9853

50) Nombre de juges professionnels exerçant à titre occasionnel et rémunérés comme tel:

	Nombre
donnée brute	0
si possible, donnée en équivalent temps plein	0

51) Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

52) Nombres de juges non professionnels, non rémunérés (y compris "lay judges") percevant, le cas échéant, un simple défraiement. Veillez préciser (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent):

43613

53) Votre système judiciaire prévoit-il un jury de jugement avec une participation des citoyens ?

Oui

Non

Si oui, pour quel(s) type(s) d'affaire(s) ?

54) Si possible, veuillez indiquer le nombre de citoyens ayant participé à de tels jurys pour l'année de référence?

0

55) Nombre de personnel non juge travaillant dans les tribunaux (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

31623

56) Si possible, pouvez-vous distinguer ce personnel selon les 4 catégories suivantes:

personnels non juge (Rechtspfleger), chargé de tâches juridictionnelles ou para juridictionnelles, ayant des compétences autonomes et dont les décisions peuvent être susceptibles de recours	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	1417
personnels non juge chargés d'assister les juges (préparation des dossiers, assistance à l'audience, tenue des procès verbaux, aide à la préparation de la décision) à l'instar des greffiers	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	20543
personnels chargés de tâches relatives à l'administration et la gestion des tribunaux (gestion des personnels, gestion des moyens matériels y compris de l'informatique, gestion financière et budgétaire, gestion de la formation)	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	5915
personnels techniques	<input checked="" type="checkbox"/> Oui	3748

Veuillez indiquer les sources pour les questions 49, 50, 52, 53 et 55

Ministry of Justice, Department of Human Resources

3. 1. 3. Procureurs

57) Nombre de procureurs (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

5951

58) D'autres personnes ont-elles des fonctions comparables à celles des procureurs ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

Prosecution is provided generally by Public Prosecutors. Other public functionaries in limited scope may have similar duties but only under the individual permission of law and strictly limited to enumerated types of crimes. According to law such functions may

have for example functionaries of Coast Guard, Police, Customs, Revenue Service, Forest and Wildlife Guard, Military Gendarmerie.

59) Nombre de personnels (non procureurs) attachés au Ministère public (répondre en équivalent temps plein et pour les postes permanents)

4692

Veillez indiquer les sources pour les questions 57 et 59

Ministry of Justice, department of Human resources

3. 1. 4. Budget et Nouvelles technologies

60) Qui est responsable du budget du tribunal ?

	Préparation du budget	Arbitrage et répartition du budget	Gestion quotidienne du budget	Evaluation et contrôle de l'utilisation du budget
Conseil d'administration	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Président du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Directeur administratif du tribunal	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Greffier en chef	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

61) Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- si possible un organigramme avec une description des compétences des différentes instances responsables des procédures budgétaires au sein des tribunaux

Individual courts' budget are prepared and managed by:
 Chief of administration or president of the Court - at District court level
 Administrative Director - at Circuit Court level
 Administrative Director - at Court of Appeal level

62) Pour l'assistance directe au travail du juge/du greffier, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	- 10 % des tribunaux
Traitement de texte	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Base de données électronique pour la jurisprudence	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Dossiers électroniques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
E-mail	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Connexion internet	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

63) Pour l'administration et la gestion, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Enregistrement des affaires	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information sur la gestion du tribunal	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Système d'information financière	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

64) Pour la communication entre le tribunal et les parties, quelles sont les possibilités offertes par le système informatique existant dans les juridictions ?

	100% des tribunaux	+50% des tribunaux	-50% des tribunaux	-10% des tribunaux
Formulaire électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Site internet spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Autres moyens de communication électronique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

65) Existe-t-il une institution centralisée responsable de la collecte de données statistiques concernant le fonctionnement des tribunaux et du système judiciaire? (ne répondre que si l'information a changé par rapport à l'exercice d'évaluation précédent)

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser le nom et les coordonnées de cette institution :

Ministry of Justice, Department of Organisation, Division of Statistics,
 Al. Ujazdowskie 11
 00-950 Warszawa

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- les caractéristiques de votre système judiciaire et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

in 2007 electronic base of courts' forms has been integrated with the website of the Ministry of justice and linked with courts individual websites

Veillez indiquer les sources pour les questions 62, 63 et 64

Ministry of Justice, IT Department.

3. 2. Suivi et évaluation

3. 2. 1. Suivi et évaluation

66) Les tribunaux doivent-ils établir un rapport annuel d'activités ?

- Oui
 Non

67) Existe-t-il un système régulier de suivi des activités des tribunaux concernant:

- le nombre de nouvelles affaires ?
 le nombre de décisions rendues ?
 le nombre d'affaires faisant l'objet d'un renvoi ?
 la durée des procédures (délais)?
 autre?

Veillez préciser:

- "stability" of judgements – ratio of curt decisions being annulled or reversed within appeal procedure,
- court decisions being challenged within procedure of appeal,
- "workload handling" - ratio of incoming cases to courts' closing decisions.

68) Existe-t-il un système régulier d'évaluation de l'activité (en termes de performance, rendement) de chaque tribunal?

- Oui
 Non

Veillez préciser

System is abased on statistical evaluation of number of performance indicators and supervisory tasks of Presidents of the court and Minister of justice who monitor performance on courts and individual judges.

69) Concernant l'activité des tribunaux, avez-vous défini des indicateurs de performance?

- Oui
 Non

70) Veuillez préciser les 4 principaux indicateurs de performance et de qualité d'une bonne justice.

- Nouvelles affaires
- Durée des procédures (délais)
- Affaires terminées
- Affaires pendantes et stocks d'affaires
- Productivité des juges et des personnels des tribunaux
- Pourcentage d'affaires traitées par un juge unique
- Exécution des décisions pénales
- Satisfaction du personnel des tribunaux
- Satisfaction des usagers (au regard des services rendus par les tribunaux)
- Qualités judiciaire et organisationnelle des tribunaux
- Coûts des procédures judiciaires
- Autre

Veillez préciser:

Waiting time between the day the case comes to the court and the first day of trial in this case.

71) Existe-t-il des objectifs de performance pour chaque juge?

- Oui
- Non

72) Existe-t-il des objectifs de performance au niveau des tribunaux ?

- Oui
- NON

73) Veuillez préciser qui fixe ces objectifs:

- pouvoir exécutif (par exemple ministère de la Justice)
- pouvoir législatif
- pouvoir judiciaire (par exemple un Conseil supérieur de la Magistrature)
- autre

Veillez préciser

For certain cases the law imposes timeframe for performing specific action or handling specific matters.

President of the court sets the performance target with using statistically calculated indicators of average performance that court and individual judge is expected to achieve.

74) Veuillez préciser les principaux objectifs retenus :

- keeping with the timeframes for specific actions imposed by law,
- productivity of court and judges – number of decided cases to number of incoming cases, backlogs generating,
- number of decisions reversed or annulled within procedure of appeal.

75) Quelle est l'autorité chargée d'évaluer ces indicateurs de performances des tribunaux :

- le Conseil supérieur de la Magistrature
- le Ministère de la Justice
- un organe d'inspection
- la Cour Suprême
- un organe d'audit extérieur
- autre?

Autre, veuillez préciser :

President of the Court and President of higher Court in respect to lower courts in its jurisdiction using the statistical indicators and / or visitations performed by visiting judges.

76) Existe-t-il des standards de qualité (politiques de qualité d'organisation et/ou de qualité judiciaire) définis pour les tribunaux (existence d'un système qualité au sein du système judiciaire) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

The most important indicator comes from evaluation of judgements through second instance procedure. In this purpose "judgement stability" ratio are in use as a ratio of judgements reversed or annulled in procedure of appeal.

77) Existe-t-il des personnels spécialisés dans les tribunaux responsables d'une politique de qualité et/ou de systèmes de qualité de la justice ?

- Oui
- Non

78) Existe-t-il un système permettant de mesurer le stock d'affaires en cours et de repérer les

affaires non traitées dans un délai raisonnable :

- en matière civile ?
- en matière pénale ?
- en matière administrative ?

79) Disposez-vous d'un moyen de mesurer les temps morts durant les procédures judiciaires?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

- time between the day case comes to court and first day of trial in this case,
- time between the day of lodging the motion of appeal and first day of trial in second instance court,
- real time for distributing to the parties of the written copy of court order with written reasoning of judgement.

80) Existe-t-il un système d'évaluation du fonctionnement des tribunaux basé sur un plan d'évaluation (calendrier de visites) convenu a priori ?

- Oui
- Non

Veuillez préciser (y compris en indiquant la fréquence de l'évaluation) :

The evaluation of performance is an ongoing task of President of the court and Judges – chiefs of divisions in that court, They are obliged to identify the cases that are handle for a time longer than statistically required and provide administrative supervision in court actions in these cases.

Visitations are performed due to plan of visitation prepared by higher court or ad hoc.

Visitation in-depth that examine evaluation of efficiency and quality performances is obligatory in initiating the promotion procedure in respect to individual judge.

81) Existe-t-il un dispositif régulier de suivi et d'évaluation de l'activité du Ministère public ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Similarly to the evaluation system of the courts, the prosecution office's performance are evaluated due to criteria from statistical data collected by the Ministry of Justice.

In case of prosecutors offices the monitoring is additionally strengthen by supervision and coordination function applied by superior officers in relation to his/her subordinates.

The system of visitation and Visiting Prosecutors helps the supervision.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- **tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus**
- **les caractéristiques du système de suivi et d'évaluation des tribunaux**

Veillez indiquer les sources pour les questions 70, 71, 72 et 76

Ministry of Justice, Department of Organisation

4. Procès équitable

4. 1. Principes

4. 1. 1. Principes généraux

82) Quel est le pourcentage de jugements de première instance en matière pénale dans lesquels le suspect n'est pas présent ou représenté par un professionnel (ex. avocat) durant l'audience? (jugements par défaut)

0

83) Existe-t-il une procédure permettant la récusation effective d'un juge si une partie estime qu'il n'est pas impartial ?

- Oui
 Non

Si possible, nombre de récusations qui ont abouti (en une année) :

522

84) Veuillez préciser les données suivantes concernant le nombre d'affaires relatives à l'Article 6 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (durée et non-exécution), pour l'année de référence :

	Affaires déclarées irrecevables par la Cour	Règlements amiables	Jugements constatant une violation	Jugements constatant une non violation
Procédures civiles - Article 6§1 (durée)	1	3	42	5
Procédures civiles - Article 6§1 (non exécution)	-	-	-	-
Procédures pénales - Article 6§1 (durée)	10	1	5	1

Veuillez indiquer les sources pour les questions 82 et 84

Ministry of justice, Division of Statistics, HUDOC database.

Q 82 – data not aviable

Q 83 – this number represents decisions on exclusion of judge form the proceeding in Circuit Courts only in all types of cases. These decisions combines number of successful challenges filed by the parties with decisions based on own motion of the judge (in cases that judge him/herself realize circumstances which can question impartiality in the eyes of observers).

4. 2. Durée des procédures

4. 2. 1. Généralités

85) Existe-t-il des procédures spécifiques pour les affaires urgentes :

- en matière civile ?
 en matière pénale ?
 en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser :

Civil procedure includes rules of interim proceedings and temporary court's decision -

generally for situations when a risk, that a claim could not be enforceable or the need for interim solution exist. However in criminal and administrative proceedings there are no - what any can call – procedure, there is number of provisions for dealing with emergency situations like for example: emergency witness hearing in criminal matters or ex officio emergency orders in minor custody cases.

86) Existe-t-il des procédures simplifiées :

- en matière civile (petits litiges) ?
- en matière pénale (petites infractions) ?
- en matière administrative ?

Si oui, veuillez préciser (par exemple si une nouvelle loi sur les procédures simplifiées a été adoptée):

The situation has not been changed since the last edition of this questionnaire. Simplified procedures are still in use for small civil claims cases (up to amount of 2578 Euro) and petty offences. The new procedure that was prepared in 2006 but introduced is 2007 is so called "24- hours court". This is simplified and speedy procedure in certain criminal offences committed in flagrante.

87) Les tribunaux et les avocats ont-ils la possibilité de conclure des accords sur les modalités de traitement des affaires (présentation des dossiers, fixation des délais pour conclure et des dates d'audience) ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

Final decision is taken by the court. Case management and administration belong exclusively up to the court, so there is no space for formal agreements in case processing. However court's decision are non-negotiable, practically courts always take an account the other participant's suggestions.

4. 2. 2. Affaires pénales, civiles et administratives

88) Nombre total d'affaires en 1ère instance (contentieuses et non contentieuses);

(veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives(1-7)	750577	4171029	4047701	874992
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	384200	1019912	1006947	395878
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	208619	1622544	1522585	308564
3 Affaires relatives à l'exécution	1962148	1688256	1668136	1982268
4 Affaires relatives au registre foncier**	295727	2639389	2606013	334169
5 Affaires relatives au registre du commerce**	15869	564350	555297	22548
6 Affaires administratives*	43969	63260	79541	27688
7 Autres	157758	1528573	1518169	170550
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	343077	2143110	2099058	384369
8 Affaires pénales (infractions graves)	171094	560539	542346	189277
9 Petites infractions	171983	1582561	1556712	195092

89) * Les affaires mentionnées aux catégories 3 à 5 (exécution, registre foncier, registre du commerce) sont exclues de ce total et doivent être présentées séparément dans le tableau. Les affaires mentionnées à la catégorie 6 (affaires administratives) sont exclues de ce total pour les pays disposant de tribunaux spécialisés ou d'unités spécialisées au sein des juridictions.

**** s'il y a lieu**

Remarque : pour les affaires pénales il peut y avoir une difficulté de classification entre affaires pénales graves et petites infractions. Certains pays peuvent connaître d'autres voies de traitement des petites infractions (par exemple par la procédure administrative). Veuillez indiquer, si possible, les catégories d'affaires reportées dans la catégorie affaires pénales (infractions graves) et les affaires à reporter dans la catégorie "petites infractions".

Explication

Misdemeanour cases (minor offences) – the offences that the law restrict maximum penalty up to 1 month of detention or up to 1289 Euro fine or both of them. All other criminal cases constitutes severe cases.

90) Nombre total d'affaires en 2ème instance (appel) (contentieuses et non contentieuses); (veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	58308	234399	249007	42161
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	51008	206401	219659	37698
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	7300	27998	29348	4463
3 Affaires relatives à l'exécution	0	0	0	0
4 Affaires relatives au registre foncier**	0	0	0	0
5 Affaires relatives au registre du commerce**	0	0	0	0
6 Affaires administratives	6848	16157	14675	8330
7 Autres	0	0	0	0
Nombre total				

d'affaires pénales (8+9)	32665	361845	361025	32892
8 Affaires pénales (infractions graves)	11928	104373	103139	13121
9 Petites infractions	20737	257472	257886	19771

91) Nombre total d'affaires au niveau des cours suprêmes (contentieuses et non contentieuses);

(veuillez compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1 janvier 2006	Nouvelles d'affaires	Décisions au fond	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Nombre total d'affaires civiles, commerciales et administratives (1-7)	17008	6318	6554	1470
1 Affaires civiles (et commerciales) contentieuses*	-	-	-	-
2 Affaires civiles (et commerciales) non contentieuses*	-	-	-	-
3 Affaires relatives à l'exécution	-	-	-	-
4 Affaires relatives au registre foncier**	-	-	-	-
5 Affaires relatives au registre du commerce**	-	-	-	-
6 Affaires administratives	-	-	-	-
7 Autres	6	79	75	10
Nombre total d'affaires pénales (8+9)	967	2552	2672	887
8 Affaires pénales (infractions graves)	-	-	-	-
9 Petites infractions	-	-	-	-

92) Nombre d'affaires de divorces, licenciements, vols avec violence et homicides volontaires reçues et traitées par les tribunaux de 1ère instance (compléter le tableau)

	Affaires pendantes au 1er janvier 2006	Affaires nouvelles	Décisions	Affaires pendantes au 31 décembre 2006
Divorces	67809	105534	120808	52535
Licenciements	8985	20960	20982	8963
Vols avec violence			9981	
Homicides volontaires			545	

93) Durée moyenne des procédures (à partir de la date de saisine du tribunal)

	% des décisions ayant fait l'objet d'un appel	% d'affaires pendantes de plus de 3 ans	1ère instance	2ème instance	Total de la procédure
Divorces	2,89	0,88	5,97	2,97	-
Licenciements	13,88	5,2	5,13	2,80	-
Vols avec violence	-	-	4,3	2,8	-
Homicides volontaires	-	-	4,3	0,9	-

94) Le cas échéant, veuillez préciser les procédures propres au divorce:

The termination of marriage can be decided as a divorce or separation. The regulation of separation shows some similarities to that of divorce. Separation is decided by the court when there is a complete (but not irretrievable) disintegration of matrimonial life. The judicial decree of separation in principle has the same effect as a divorce.

The most significant difference is that separated spouses are not allowed to remarry. Other grounds for marriage dissolution and its effects are in common for both separation and divorce as well as the same procedural condition are applied.

Dissolution cases are examined in a litigation in the first instance by Circuit Court, which constitute the second level in the structure of court system (between District Court and Court of Appeal). The competence *ratione loci* is determined by: - 1st - the last common place of residence or - 2nd - the defendant place of residence or - 3rd - the applicants place of residence.

Dissolution proceedings is initiated by lodging a petition for divorce or separation by one of the spouses. The petition can include request for additional decisions like for example property partition, custody of minor children, child support or alimony. A statement for counterclaim is inadmissible although the defendant may, as a result, also request a divorce or separation.

Lodging the petition the petitioner is obliged to pay an interim court fee in the amount described by the court - unless the petitioner is granted a legal aid. The final determination of court fee goes with court's judgment in the case.

Since the service of lawyer is not obligatory in dissolution proceedings, each party may personally go to the competent court, undertake actions in connection with the legal proceedings, lodge motions, appoint an attorney or request the court to appoint an attorney (legal aid motion). Marriage will be dissolved at the moment when the judgment becomes final - when the judgment cannot be appealed because of the expiry of time-limit for filing an appeal or, of the exhaustion of the appeal process. The court establishes the disintegration of matrimonial life according to the general rules of the hearing of evidences. The decision may not be exclusively based on the admission of the claim or of certain facts by the defendant. Hearing the testimonies of both parties are obligatory. If there is prospectus for repairing the marriage, the court may order an mediation proceeding having first consent of both parties.

Judgment is pronounced orally. Since this moment the party may request for written copy of judgment and its reasoning in 7 days time-limit. The appeal can be filed in due term of 14 days after receiving copy of judgment an reasoning. The appeal is to be filed in court that issued a judgment. The appeal will be decided by Court of Appeal. The cassation from the judgment issued in appeal proceeding is inadmissible.

95) Comment est calculé le délai de procédure pour les quatre catégories d'affaires ? (veuillez décrire la méthode de calcul)

The length of civil proceeding is calculated approximately (in months) with a use of statistical indicator of outstanding cases - which is the ratio of cases not completed in a specific period (month) to the average number of incoming cases in that period. Statistical table groups the cases in categories that were pending for 3 months period, 6 months, 1 year, 2 years, 5 years and over this period.

However the method of calculation is similar in criminal cases reports do not reflect specific types of crimes but are based on indicators concerning all criminal cases held by the District, Circuit (first and second instance) or Court of Appeal.

The numbers given as average length of proceeding in robbery and homicide cases reflects average length of proceedings calculated statistically for courts and types of cases that include these two specific types of crime. However this is not a accurate answer in this question, this allows to give the statisticly closest answers to questions asked.

96) Veuillez décrire le rôle et les attributions du procureur dans la procédure pénale (plusieurs choix possibles):

- diriger ou superviser l'enquête policière
- faire des enquêtes
- quand cela est nécessaire, saisir le juge pour qu'il ordonne des mesures d'enquêtes
- porter une accusation
- soumettre l'affaire au tribunal
- proposer une peine au juge
- faire appel
- superviser la procédure d'exécution
- classer l'affaire sans suite, sans avoir une décision du tribunal
- clore l'affaire par une sanction ou une mesure imposée ou négociée sans décision d'un juge

autre attribution significative

Veillez préciser:

The constitutional role of the Public Prosecutors Office is to protect the rule of law in the State. In this respect, the most significant function is to investigate crimes and support the charges before the criminal court.

Prosecutor can not impose penalty by own decision but can negotiate a penalty wit the defendant who plead guilty. Court may accept negotiated penalty and issue a judgement without formal proceeding on evidences.

97) Le procureur a-t-il également un rôle dans les affaires civiles et/ou administratives ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

However the most significant function is to investigate crimes and support the charges before the criminal court, is not limited to that. In principle, the Prosecutor has the right to initiate any civil or administrative proceeding or join to any pending proceeding when the protection of the rule of law requires (exceptions are set out by law – for example: divorce or separation proceedings).

98) Fonctions du procureur concernant les affaires pénales – veuillez compléter ce tableau :

	Reçues par le Procureur	Classées sans suite par le Procureur parce que l'auteur de l'infraction n'a pas pu être identifié	Classées sans suite par le Procureur en raison d'une impossibilité de fait ou de droit	Classées sans suite par le Procureur pour raison d'opportunité	Terminées par une sanction ou par une mesure imposée ou négociée par le Procureur	Portées par le Procureur devant les tribunaux
Nombre total d'affaires pénales de 1ère instance	1556611	519591	160752	0	244399	428625

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système concernant la durée des procédures et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Q 92 - number of decided robbery and homicide are calculated based on number of persons included in final judgemnts. Staistics donot allow to separate numbers of pending and incoming cases in specific types of crime. Divorce - means disolution of mariage in two forms (divorce and separation) and all number concerning divorce are the combination of both forms.

Q94 - the lenght of proceedings is in months

Veillez indiquer les sources pour les questions 92 à 94 et question 98

Ministry of Justice, Division of Statistics

5. Carrière des juges et procureurs

5. 1. Désignation et formation

5. 1. 1. Recrutement, nomination et promotion

99) Comment les juges sont-ils recrutés ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

100) Les juges sont-ils recrutés et nommés, initialement, en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de juges ?
- une instance composée seulement de non juges
- une instance composée de juges et de non juges ?

101) La même instance est-elle compétente pour la promotion des juges ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des juges :

102) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les juges ? (Veuillez préciser)

Procedure:

- President of the Higher Court pronounces vacated judges' position this court and opens application procedure.
- Judge apply for the vacated position.
- President of higher court orders evaluation (in form of visitation) of overall performance (efficiency and quality) of the applicants.
- Applicant is chosen and accepted by the judges corporation body in higher court.
- Chosen applicant is presented to National Judiciary Council for acceptance and nomination.
- Presidential appointment.

Criteria:

- At least 4 years practice as District Court judge in case of promotion to Circuit Court.
- At least 6 years practice as Circuit Court judge in case of promotion to Court of Appeal.
- Perfect outcome of performance evaluation.

103) Comment sont recrutés les procureurs ?

- Par concours (par exemple après un diplôme universitaire en droit)
- Une procédure de recrutement spécifique pour des professionnels du droit ayant une longue expérience juridique (par exemple des avocats)
- Une combinaison des deux
- Autres

Si autres, veuillez préciser :

104) Les procureurs sont-ils recrutés et nommés, initialement en début de carrière, par :

- une instance composée seulement de procureurs ?
- une instance composée de seulement de non procureurs?
- une instance composée de procureurs et de non procureurs?

105) La même instance est-elle compétente pour la promotion des procureurs ?

- Oui
- Non

Si non, veuillez préciser quelle instance est compétente pour la promotion des procureurs

106) Quels critères et procédures sont utilisés pour promouvoir les procureurs? (veuillez préciser)

Prosecutors are promoted to higher level by the appointment of Minister of Justice – Prosecutor General. To be promoted prosecutors must have an working experience as a lower level prosecutor for a defined period of time and enjoy positive opinion of his/her professional performance.

107) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les juges?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

The only exception constitutes Constitutional Court. Judges to this court are appointed for the 9 years term.

108) Le mandat est-il à durée indéterminée pour les procureurs ?

- Oui
 Non

Existe-t-il des exceptions ? Veuillez préciser :

There is no exceptions, Prosecutors enjoy lifetime mandate.

**109) Si non, qu'elle est la durée du mandat ?
Est-il renouvelable ?**

pour les juges

oui, veuillez
préciser la
durée

pour les procureurs

oui, veuillez
préciser la
durée

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de sélection et de nomination des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

5. 1. 2. Formation

**110) Nature de la formation des juges.
Est-elle obligatoire?**

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue pour des fonctions spécialisées (ex. juge pour les affaires économiques ou administratives)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. présidence d'un tribunal)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

111) Fréquence de la formation des juges :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécialisées	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

**112) Nature de la formation des procureurs.
Est-elle obligatoire?**

- Formation initiale
- Formation continue générale
- Formation continue spécialisée (ex. procureur spécialisé)
- Formation continue pour des fonctions spécifiques (ex. procureur général et/ou gestionnaires)
- Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux

113) Fréquence de la formation des procureurs :

	Annuelle	Régulière	Occasionnelle
Formation initiale	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Formation continue générale	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue spécialisée	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour des fonctions spécifiques	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Formation continue pour l'utilisation des outils informatiques au sein des tribunaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus
- des commentaires sur l'attention portée dans les curricula à la Convention européenne des Droits de l'Homme et à la jurisprudence de la Cour
- les caractéristiques de votre système de formation des juges et des procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

3 years initial training for judges and prosecutors is mandatory. Exemptions can be applied for practitioners in other legal professions and candidates with academic degree in law.

In service training for judges and prosecutors is generally non-mandatory and organised occasionally, however some trainings for selected group of participants are compulsory (e.g. use of electronic registration system by the judges working with land registry).

Ministry of Justice offers to all judges and prosecutors special editions and informational materials. For example, edited and freely distributed "Bulletin for European Law" includes information on recent judgements of European Court of Human Rights and works of the Council of Europe in the legal field.

5. 2. Exercice de la profession

5. 2. 1. Salaires

114) Salaires des juges et des procureurs (compléter le tableau)

	Salaire annuel brut (Euro)	Salaire annuel net (Euro)
Juge professionnel de 1 ^{ère} instance au début de sa carrière	14904	12232
Juge de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	37403	25537
Procureur au début de sa carrière	14904	12232
Procureur auprès de la Cour suprême ou de la dernière instance de recours	37403	25537

115) Les juges et les procureurs bénéficient-ils des avantages suivants :

	Juges	Procureurs
Imposition réduite	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Retraite spécifique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Logement de fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre avantage financier	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

116) Si autre avantage financier, veuillez précisez :

Non-commercial loans for housing purposes.

117) Un juge peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui remunerere	Oui non remunerere	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage			

	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

118) Si autre fonction, veuillez préciser

119) Un procureur peut-il cumuler son travail avec les autres professions suivantes :

	Oui rémunéré	Oui non rémunéré	Non
Enseignement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Recherche et publication	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Arbitrage	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Consultant	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Fonction culturelle	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Autre fonction	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

120) Si autre fonction, veuillez préciser :

121) Des indemnités sont-elles accordées aux juges en fonction du respect d'objectifs quantitatifs de production de décisions ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veuillez indiquer la source pour la question 114

Ministry of Justice, Budgetary Department

5. 2. 2. Procédures disciplinaires

122) Quelle autorité peut engager des procédures disciplinaires contre les juges et/ou les procureurs ? Veuillez préciser :

Investigation and supporting charges against judges provides Disciplinary Speaker (Rzecznik Dyscyplinary) and

his/ her Deputies. Speaker is a member of the judiciary nominated by the National Council of Judiciary. The Deputies are acting within Court of Appeal and are selected and nominated by judges of this court. Speaker can initiate proceeding on his/her own power or on the request of the Minister of Justice or President of the Court.

**123) Quelle autorité détient le pouvoir disciplinaire à l'encontre des juges et des procureurs ?
Veuillez préciser:**

Judges are responsible for disciplinary violation. The cases are decided by disciplinary courts set up within judiciary – Court of Appeal as a first instance, Superior Court as second.
The disciplinary courts for prosecutors in two instances are set up at Minister of Justice – General Prosecutor. The disciplinary proceeding are litigious. The list of sanctions are laid down by law.

**124) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs :
nombre de procédures disciplinaires intentées**

	Juges	Procureurs
Nombre total (1+2+3+4)	60	76
1. Faute déontologique	19	16
2. Délit pénal	2	17
3. Insuffisance professionnelle	17	43
4. Autre	22	0

**125) Types de procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des juges et des procureurs :
nombre de sanctions prononcées**

	Juges	Procureurs
Nombre total (total 1 à 9)	44	41
1. Réprimande	37	7
2. Suspension		
3. Révocation		
4. Amende		
5. Diminution de salaire temporaire		11
6. Rétrogradation de poste		
7. Mutation dans un autre tribunal géographiquement	6	2
8. Démission	1	
9. Autre		21

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de procédures disciplinaires pour les juges et les procureurs et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Suspension is not listed as a sanction. Within disciplinary proceedings suspension is a procedural measure that may be imposed for the time of disciplinary proceedings. In 2006 such measures were used in 5 cases as concern judges an 11 prosecutors.

Catalogue of sanctions does not include fine.

6. Avocats

6. 1. Statut de la profession

6. 1. 1. Profession

126) Nombre d'avocats exerçant dans votre pays

25972

127) Ce chiffre inclut-il la catégorie « conseiller juridique » (« solicitor/in-house counsellor ») qui ne peut pas représenter en justice ?

- Oui
 Non

128) Nombre de conseillers juridiques

129) Les avocats ont-ils le monopole de la représentation en justice ?

- Affaires civiles*
 Affaires pénales - Défendeur*
 Affaires pénales - Victime*
 Affaires administratives*

*Le cas échéant, veuillez préciser si cela concerne tous les niveaux d'instance. En cas de non monopole, veuillez préciser les organismes ou personnes pouvant représenter les clients devant un tribunal (par exemple une ONG, membre de la famille, syndicat, etc....) et pour quelles affaires.

There is a monopoly of representation only before the Supreme Court.

Regarding civil cases it is allowed to be represented not only by a lawyer but also by a family member, a joint participant, by an association or by a trade union

Regarding criminal cases defendant or victim can be represented only by a lawyer (an advocate but or in some cases also by a legal adviser)

Regarding administrative cases it is allowed to be represented not only by a lawyer (advocate, legal adviser) also by any individual who has an active capacity

The profession of lawyer is organised as advocates or legal advisors. This two-fold organisation comes with historical distinction on corporate lawyers (legal advisors) and advocates. Both have right to represent clients before courts, however their functions slightly differ (legal advisors can represent clients in criminal matters in limited cases and can not in. Total number of lawyers constitutes numbers of advocates (6651) and legal advisors (18421) combined.

130) La profession d'avocat est-elle organisée à travers :

- un barreau national ?
 un barreau régional ?
 un barreau local ?

Veuillez préciser :

Polish Bar Council, Regional Bar Council (24 Chambers),
Polish Council of Legal Advisers, Regional Councils of Legal Advisers (19 Chambers)
The profession of lawyer is self - governing. The basic unit organising corporation of the lawyers is the Regional Chamber of Advocates or /and Regional Chamber of Legal advisor (look comment to 87). Chamber consist of all lawyers practising in geographically defined region. The chamber elects its authority which is Council headed by Dean of the Council. At a National Level representatives of local Councils create National Council (National Bar Association).

Veillez indiquer la source pour la question 126

Polish Bar Council, Polish Council of Legal Advisers

6. 1. 2. Formation

131) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'avocat ?

- Oui
- Non

132) Existe-t-il un système de formation continue générale obligatoire pour les avocats ?

- oui
- Non

133) La spécialisation dans certains domaines est-elle liée à certaines formations/à un certain niveau de diplôme/à certaines autorisations ?

- Oui
- Non

Si oui, veuillez préciser :

6. 1. 3. Honoraires

134) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur les honoraires prévisibles des avocats ?

- Oui

Non

135) Les honoraires des avocats sont-ils :

- réglementés par la loi ?
- réglementés par le Barreau ?
- librement négociés ?

6. 2. Evaluation

6. 2. 1. Plaintes et sanctions

136) Des normes de qualité ont-elles été formulées pour les avocats ?

Oui

Non

137) Si oui, qui est responsable de la formulation de ces normes de qualité:

- le Barreau ?
- le législateur ?
- autre ?

Veillez préciser (y compris une description des critères de qualité utilisés):

Code of Ethics: .eg.:

- obligation to protect clients interest
- honesty, scrupolousness in contact with clients,
- keeping with proffessional efficiency,
- no combination with other proffesins, that cuold be in collision with lawyers independency,
- no false or untrue statements to the court,
- kieeping proffessional confidentiality,
- keeping client informed about his/her case,
- avoiding confilcting interests situations,
- no public advertisment,
- obligation tto offer less expesive options to clients, and many others.

138) Existe-t-il une possibilité de déposer une plainte concernant :

- la prestation de l'avocat ?
- le montant des honoraires ?

Veillez préciser :

Comlaintnst about performance and brach the Code of Ethics can bie filed Regional Bar Councils.

Complaint about amount of fee is possible but because, as to the general rule, fee is subject of an free agrement, is hardly possible in practice.

139) Quelle est l'autorité compétente pour traiter des procédures disciplinaires :

- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- une instance professionnelle ou autre ?

Veillez préciser :

Disciplinary courts composed of practising lawyers, members of Bar.

**140) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats:
Procédures disciplinaires initiées**

	Faute déontologique	Insuffisance professionnelle	Délit pénal	Autre
Nombre annuel	1213	-	-	-

**141) Procédures disciplinaires et sanctions à l'encontre des avocats :
Types de sanctions prononcées**

	Réprimande	Suspension	Révocation	Amende	Autre
Nombre annuel	70	38	17	28	74

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'organisation du Barreau et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Q 140

Given number is a total number of disciplinary proceedings initiated in 2006 against advocates and legal advisers). So far legal corporations in Poland have not collected statistic data for particular types of initiated disciplinary proceedings.

7. Modes alternatifs de règlement des litiges

7. 1. Médiation et autres formes de règlement des litiges

7. 1. 1. Médiation

142) Le cas échéant, veuillez préciser, par type d'affaires, l'organisation de la médiation judiciaire :

	Possibilité de médiation privée ou médiation annexée au tribunal	Médiateur privé	Instance publique	Juge	Procureur
Affaires civiles et commerciales	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires familiales (ex: divorces)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires administratives	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Licenciements	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Affaires pénales	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

143) Est-il possible de bénéficier de l'aide judiciaire lors des procédures de médiation ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez spécifier :

144) Pouvez-vous donner des informations sur les médiateurs accrédités ?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de médiateurs :

145) Pouvez-vous donner des informations sur le nombre total de procédures de médiation concernant :

les affaires civiles ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	1448
	nombre :	
les affaires familiales ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	318
	nombre :	
les affaires administratives ?	<input type="checkbox"/> oui,	
	nombre :	

les affaires de licenciements ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	34
	nombre :	
les affaires pénales ?	<input checked="" type="checkbox"/> oui,	5052
	nombre :	

Veillez indiquer la source pour la question 145

Ministry of Justice, Division for statistics

7. 1. 2. Autres formes de règlement des litiges

146) Pouvez-vous donner des informations sur les autres mesures alternatives de règlement des litiges (par ex. arbitrage) ? Veuillez spécifier :

no data aviable

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système de modes alternatifs de règlements des litiges et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

As a general rule mediation is extrajudicial proceeding. Only judicial (initiated by court within court proceeding) are reflected in a courts' activity reports and statistics. If parties are successful within mediation the court case may be closed in a number of manners depending on type of case and parties request (discontinuation, repeating in a court settlement, reflecting negotiated conditions in final judgement).

Because mediation is extremely decentralized process and there is no statistical instrument for listing all (judicial and extrajudicial) mediations, no accurate numbers can be obtain. An examination performed in this matter by Council of ADR (consultative community body affiliated at the Ministry of Justice) number of mediations is growing and reach 36000 cases in 2006 (including these initiated during the court proceeding).

For court purposes list of accredited mediators that are active in courts' jurisdiction are kept by President of the Circuit Court. Mediator to be accredited has to meet requirements set forth by law.

In 2005 new law introduced possibility of mediation during the proceeding in civil matters.

8. Exécution des décisions de justice

8. 1. Exécution des décisions civiles

8. 1. 1. Fonctionnement

147) Nombre d'agents d'exécution

644

148) Les agents d'exécution sont-ils :

- des juges ?
- des huissiers de justice exerçant en profession libérale ?
- des huissiers de justice attachés à une institution publique ?
- d'autres agents d'exécutions ?

Veuillez préciser leur statut :

Enforcement agent is a public functionary acting by the Regional Court. Performing its duties enforcement agent is bound by law and court's orders but is not subordinated to any specific authority. Control, supervision and monitoring of his/her performance as an agent belong to President of the Court, Ministry of Justice and Corporate self-governing bodies. The complaints on agent's acts (legal remedies within enforcement proceeding) are examined by the District Court. The remuneration of the enforcement agent goes directly from the enforcement fees paid by the parties.

149) Existe-t-il une formation initiale ou un examen spécifique pour accéder à la profession d'agent d'exécution?

- Oui
- Non

150) La profession d'agent d'exécution est-elle organisée par :

- une instance nationale ?
- une instance régionale ?
- une instance locale ?

151) Pour le justiciable, existe-t-il une transparence sur le coût prévisible des frais d'exécution?

- Oui
- Non

152) Les frais d'exécution sont-ils :

- réglementés par la loi ?
- librement négociés ?

Veillez indiquer la source pour la question 147

National Council of Enforcement Agents, Law on Enforcement Agents

8. 1. 2. Supervision**153) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des agents d'exécution ?**

- Oui
- Non

154) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler les agents d'exécution :

- une instance professionnelle ?
- le juge ?
- le ministère de la Justice ?
- le procureur ?
- autre ?

Veillez préciser :

-judge - president of the district court or a judge designated by the president of the court

- professional body – Corporation of law enforcement agents National Council of Law Enforcement Agents

General supervision is provided by the Ministry of Justice and presidents of courts.. The claims regarding agent's actions during enforcement procedure are decided by district courts. Agents are organised in corporate organisation at national and provincial level.

155) Des normes de qualité sont-elles formulées pour les agents d'exécution ?

- Oui
- Non

Si oui, quelle est l'autorité chargée de formuler ces normes de qualité et quels sont les critères de qualités utilisés?

-Procedural standards of quality (timeframe, time limits, etc) are stipulated by law

- Ethical standards (i.g. professionalism, proficiency, secrecy, etc) are established by corporation which takes care of setting up the dignity and ethical standards and provides supervision and control of it abeyance

156) Disposez-vous d'un mécanisme spécifique pour l'exécution des décisions de justice rendues contre des autorités publiques, y compris pour assurer le suivi de cette exécution?

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser :

Veillez indiquer les sources pour les questions 155 et 156

National Council of Enforcement Agents, Law on Enforcement Agents.

8. 1. 3. [Plaintes et sanctions](#)

157) Quelles sont les principales plaintes des usagers concernant les procédures d'exécution ? (Veillez n'en indiquer que 3 au maximum)

- absence de toute exécution ?
 non exécution des décisions judiciaires rendues contre des autorités publiques?
 manque d'information ?
 durée excessive ?
 pratiques illégales ?
 supervision insuffisante ?
 coût excessif ?
 autre ?

Veillez préciser:

The biggest numbers of complaints concern the failure and/or excessive length of enforcement in child support cases.

158) Votre pays a-t-il préparé ou adopté des mesures concrètes pour changer la situation concernant l'exécution des décisions de justice – en particulier les décisions rendues contre les autorités publiques?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

The Act on complaints for violation of party's right to trial within a reasonable time (17/06/2004). This act introduced a domestic remedy for excessive length of the judicial procedure.

The Law on enforcement agents and execution was amended in December 2007. It was aimed to simplify an access to law enforcement agents and to reduce excessive length of enforcement proceedings.

159) Existe-t-il un système mesurant la durée des procédures d'exécution :

pour les affaires civiles ?

pour les affaires administratives ?

160) Pour un jugement concernant un recouvrement de créances, pouvez-vous estimer le délai de notification aux parties habitant dans la ville du siège de la juridiction :

entre 1 et 5 jours ?

entre 6 et 10 jours ?

entre 11 et 30 jours ?

plus ?

Veuillez préciser :

the law requires that the first enforcement attempt has to be taken by an agent within 30 days time limit.

161) Procédures disciplinaires initiées à l'encontre des agents d'exécution:

Faute déontologique	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	12
Insuffisance professionnelle	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	14
Délit pénal	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	2
Autre	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	18

162) Sanctions prononcées à l'encontre des agents d'exécution :

Réprimande	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	25
Suspension	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	1
Révocation	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	2
Amende	<input checked="" type="checkbox"/> oui, nombre :	4
Autre	<input type="checkbox"/> oui, nombre :	

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions civiles et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

Q 159

However specific system of measuring timeframes does not exist, the regulations require to keep by agents with number of defined timeframes to undertake expected actions. These time requirement is under supervision by the parties who can complain timeframe failure to the court or is monitored ex officio by courts in supervision procedures.

Veillez indiquer les sources pour les questions 157 et 160

national Council of Enforcement Agents, Law on Enforcement agents.

8. 2. Exécution des décisions pénales**8. 2. 1. Fonctionnement****163) Existe-t-il un juge chargé spécifiquement de l'exécution ?**

- Oui
 Non

Si oui, veuillez préciser ses fonctions et compétences (ex. fonctions d'initiative ou de contrôle).
Si non, veuillez préciser quelle autorité est compétente pour l'exécution des jugements (par ex: procureur).

Under the law, this is the judge who is acting as a penitentiary court, responsible for examine, control and deciding in several most important issues concerned to the enforcement of criminal sanctions. The court take care on the condition the penalty of deprivation of liberty is executed. This is up to the penitentiary court do decide on the measures to be granted as probation condition, conditionally release, short term licensed releases, breaks in the penalty execution, etc. The court is also responsible for enforcement of fines imposed

164) En matière d'amendes prononcées par une juridiction pénale, existe-t-il des études permettant d'évaluer le taux de recouvrement effectif ?

Oui

Non

Si oui, veuillez préciser :

Reports on fines enforcement are prepared by courts monthly and send to Ministry of Justice for evaluation.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système d'exécution des décisions pénales et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

For fines enforcement is responsible the court which imposed the fine. After the decision become final court call the debtor to pay the fine in a time limit of 30 days. Failure in payment has effect that the court sends a writ for enforcement to enforcement agent. If the enforcement action happens to be unenforceable, the court under the debtor agreement can convert the fine into a defined mandatory work of public benefit. Fine can also be converted into supplemental penalty of deprivation of liberty up to 12 months. Before that, the court orders hearing with participation of debtor or his/her attorney. The court can decide on conditionally suspension of execution of supplemental penalty, The debtor could make him/her free of penalty at any time with paying the fine or accepting mandatory work. Depending on circumstances the court can postpone the fine payment or divide it into the rates to be paid.

9. Notaires

9. 1. Statut

9. 1. 1. Fonctionnement

165) Existe-t-il des notaires dans votre pays ? Si non, allez à la question 170.

- Oui
 Non

166) Les notaires ont-ils un statut :

privé (sans contrôle par une autorité publique)?

oui,
nombre :

de profession libérale réglementée par les pouvoirs publics?

oui,
nombre :

public ?

oui,
nombre :

autre ?

oui,
nombre et
précisez :

1773 Notary is a person of public trust when performing his/her function enjoys the protection as a public functionary. Notary operates as self employed in a private office. Notary is paid by the client. Fee limits (maximal) are set by law.

167) Le notaire exerce-t-il une fonction :

- dans le cadre de la procédure civile ?
 dans le domaine du conseil juridique ?
 pour authentifier les actes/certificats ?
 autre ?

Veillez préciser :

In principle the notary have a duties listed in the Law on Notary as well as other specific regulations which require that the form of documents must be notarial – prepared and produced by notary. It includes, preparing the notarial deeds, contracts and agreements, notarial wills, prepares minutes of meetings, accepts sworn statements, produces excerpts of documents, certifies copies, etc. Documnet produced by notaries have stauts of public and official document.

Veillez indiquer la source pour la question 166

National Notary Council

9. 1. 2. Supervision

168) Existe-t-il un système de supervision et de contrôle de l'activité des notaires ?

- Oui
 Non

169) Quelle est l'autorité chargée de superviser et de contrôler notaires :

- une instance professionnelle ?
 le juge ?
 le ministère de la Justice ?
 le procureur ?
 autre ?

Veillez préciser :

Supervision is provided by the Minister of Justice through Presidents of Courts as well as Corporate self-governing bodies organised at local and national level.

Vous pouvez indiquer ci-dessous :

- tout commentaire utile pour l'interprétation des données ci-dessus

- les caractéristiques de votre système notarial et les réformes majeures mises en oeuvre au cours des deux dernières années

10. Fonctionnement de la justice

10. 1. Réformes envisagées

10. 1. 1. Réformes

170) Pouvez-vous fournir des informations relatives au débat actuel dans votre pays en ce qui concerne le fonctionnement de la justice ? Des réformes sont-elles envisagées ? (par exemple modification de la législation, modification dans la structure judiciaire, programme d'innovation, etc. ...) Si oui, veuillez préciser.

Four main projects are subject of current public debate and under preparatory works at Ministry of Justice.

1. Reorganisation of Public prosecution system. The concept is based on idea of separation functions of Minister of Justice and Prosecutor General. Due to that in new system Public Prosecutors Office will gain independent position from governmental administration and from the judiciary. Candidate for Prosecutor General is to be chosen by National Council of Judiciary and National Council of Public Prosecutors and appointed by President for non-renewable term.

2. Unification of training for legal professions. As present, after a degree in law, preparatory for specific profession is organised separately by the specific legal corporations. Completing preparatory stage and passing corporation exams opens a career in specific profession only. The new concept provides common preparatory (training) for all legal professions and unified state (bar) exam that qualify candidates to apply for all professions.

3. New rules of recruiting to judiciary with wider involvement of already practising lawyers.

4. E-court. Establishing fully digitalized and paperless civil court for small claims that includes electronic records, electronic filing, communication between parties and delivery of decisions.